

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

CHAPITRE 23

**MINISTRE DU
TOURISME ET DES LOISIRS**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	9
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013	9
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	11
2.1.	PROGRAMME 317: DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE TOURISME ET DES LOISIRS	12
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	13
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	14
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	14
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	16
2.2.	PROGRAMME 318: PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS	20
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	21
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	22
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	22
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	23
2.3.	PROGRAMME 319: RENFORCEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET DE LOISIRS	28
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	29
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	30
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	31
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	32
2.4.	PROGRAMME 320: ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE DU MINTOUL	38
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	39

2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	40
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	40
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	41
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	45
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	46
3.2.	LEÇONS APPRISES	49
3.3.	PERSPECTIVES	49

NOTE EXPLICATIVE

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013. Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

1.1.1 Présentation des priorités nationales

La politique de développement des activités touristiques et des loisirs tire son essence des instruments de prospective et de planification que sont la Vision du Cameroun à l'horizon 2035 et le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010-2020.

L'ambition de faire du Cameroun « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité » intègre quatre objectifs généraux à savoir :

- 1- réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable ;
- 2- devenir un pays à revenu intermédiaire ;
- 3- atteindre le stade de Nouveau Pays industrialisé ;
- 4- renforcer l'unité nationale et consolider le processus démocratique.

Le DSCE, cadre de référence de l'action gouvernementale à l'horizon 2020, constitue la première phase de mise en œuvre de la Vision 2035. Il met l'accent sur l'accélération de la croissance et la création d'emplois formels comme stratégies de réduction de la pauvreté, au moyen principal du renforcement de la compétitivité et du développement des filières de production.

Le secteur « Industries et Services » dont relève le Ministère du Tourisme et des Loisirs a été identifié parmi les sept secteurs d'activités à partir desquels le Cameroun pourra améliorer son taux de croissance et créer des emplois décents, afin d'assurer son développement. Ce secteur qui a des effets d'entraînement importants sur l'agriculture, l'investissement et les exportations des produits à forte valeur ajoutée » a pour objectif à l'horizon du DSCE d' « assurer l'industrialisation à travers la transformation, la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations ».

En permettant d'échanger les biens et services nationaux consommés sur place contre des devises, le tourisme est en effet considéré à juste titre comme une industrie d'exportations.

Ainsi, l'arrivée massive des touristes constitue une source indéniable de rentrées financières tant dans les caisses de l'Etat que dans celles des entreprises touristiques et connexes.

De plus, le développement du tourisme et des loisirs concourt à atteindre les objectifs précédemment définis dans la mesure où il permet non seulement de créer des emplois directs, indirects et induits, mais aussi de générer les ressources financières et fiscales grâce aux investissements privés et publics.

Les principaux objectifs fixés par le DSCE en matière de développement du tourisme sont de deux ordres :

- Accueillir au moins un million (1 000 000) de touristes internationaux par an à l'horizon 2020 ;
- Promouvoir le tourisme intérieur au terme de la même période.

Lorsque l'on sait qu'en 2010 le Cameroun a acquis le statut de destination touristique approuvée au sens de l'OMT avec 572 729 arrivées de touristes internationaux, qu'en 2011 on a enregistré 604 028 arrivées internationales et qu'en 2015 on pourrait accueillir 1,5 million de

touristes internationaux, il y a lieu de penser que l'objectif stratégique d'accueillir au moins un million de touristes internationaux à l'horizon 2020 tel que retenu dans le DSCE sera largement dépassé.

Pour ce faire, à la lumière des orientations contenues dans le DSCE, « le dispositif institutionnel de promotion du tourisme sera revu et renforcé en tenant compte des compétences que la loi reconnaît aux collectivités territoriales décentralisées en la matière. Quant à l'approche marketing à déployer, il s'agira d'identifier dans le riche potentiel camerounais et de retenir un nombre de sites touristiques prioritaires à fort potentiel de développement, puis de construire autour de ceux-ci des produits touristiques intégrés. Un code incitatif dans les domaines du tourisme et des loisirs sera mis en place afin de stimuler l'investissement privé et partant, la création d'emplois dans cette filière. Les ressources budgétaires conséquentes pourront financer l'effort d'accompagnement attendu de l'Etat. Dans le même temps, des mesures seront prises en vue de développer le tourisme intérieur. »

La mise en place de ce dispositif institutionnel et réglementaire sera ainsi propice à la promotion du tourisme et des loisirs camerounais de même qu'à l'amélioration de la qualité de l'offre touristique et des loisirs. Elle participe en tout état de cause de la vision dans domaine du tourisme et des loisirs qui est de faire du « Cameroun : une première destination en Afrique sub-saharienne », où les touristes conquis séjourneront assez longtemps et auront surtout envie de revenir le plus souvent.

1.1.2 Présentation de l'objectif stratégique

A partir de ce qui précède et compte tenu des défis qui interpellent le sous-secteur touristique, le Ministère du Tourisme et des Loisirs s'est donc fixé comme objectif stratégique, en cohérence avec le DSCE, d' « Accueillir au moins 1 million de touristes internationaux et 6 millions de touristes internes par an à l'horizon 2020 » et partant, de rendre la destination Cameroun plus attractive et plus compétitive.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Au regard des dispositions contenues dans le décret n°2012/291 du 21 juin 2012, le Ministère du Tourisme et des Loisirs (MINTOUL) est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine du tourisme et des loisirs. A ce titre, il est chargé :

- de l'élaboration des projets de textes relatifs au tourisme, aux parcs d'attraction et aux parcs de loisirs;
- de l'élaboration des stratégies et des plans de développement du tourisme et des loisirs;
- de la promotion du tourisme intérieur en relation avec les Administrations concernées ;
- de l'inventaire et de la mise en valeur des sites touristiques ;
- de l'inventaire et de la mise en valeur des parcs d'attractions et des parcs de loisirs ;
- du contrôle de la qualité de service dans l'hôtellerie, la restauration et les loisirs ;
- de la promotion des parcs d'attraction et des parcs de loisirs ;
- de l'élaboration des normes dans l'hôtellerie, la restauration et les loisirs

- du contrôle des établissements de tourisme, des parcs d'attractions et des parcs de loisirs ;
- du suivi de la formation en matière touristique et hôtelière, en liaison avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Le MINTOUL assure la liaison entre le Gouvernement et les associations ou les organismes privés nationaux ou étrangers intéressés par le tourisme au Cameroun.

Il suit les activités de l'Organisation Mondiale du Tourisme et celles des organisations internationales de coopération en matière de tourisme et de loisirs, en liaison avec les autres Administrations concernées.

Il exerce la tutelle sur :

- les sociétés hôtelières à capital public ;
- les établissements publics de formation touristique et hôtelière.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que plusieurs professionnels du secteur touristique, organisés en syndicats ou en associations, participent au développement du tourisme camerounais.

Il est également important de relever que le tourisme et les loisirs sont des activités transversales. De ce fait, les compétences de certaines administrations publiques ont une incidence majeure sur le tourisme. Il en est ainsi sans souci d'exhaustivité notamment :

- du Ministère des Relations Extérieures pour ce qui est de la délivrance des visas de séjour ;
- du Ministère des Travaux Publics en ce qui concerne le désenclavement des voies d'accès aux sites touristiques ;
- du Ministère des Transports pour l'apposition des panonceaux directionnels ainsi que pour la gestion des modes de déplacement ;
- du Secrétariat d'Etat à la Défense et de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale pour ce qui est de la sécurité et la protection des touristes, etc.

Toutes ces administrations sont membres du Conseil National du Tourisme (CNT).

Il s'agit d'un organe créé par décret n° 99/112 du 27 mai 1999 et présidé par le Premier Ministre Chef du Gouvernement, regroupant les administrations publiques et privées, ainsi que les structures partenaires du tourisme. Il est chargé, dans le cadre des sessions qu'il tient deux fois par an :

- d'étudier et de proposer au Gouvernement toutes mesures ou tous aménagements susceptibles de faciliter l'entrée et le séjour des touristes au Cameroun ainsi que leur sortie et leur sécurité ;
- d'émettre un avis sur toutes les questions dont il est saisi par le Ministre chargé du Tourisme et des Loisirs ;
- d'une manière générale, de faire au Gouvernement toutes propositions ou

recommandations concourant au développement du tourisme et des loisirs, notamment en ce qui concerne la promotion des investissements, l'organisation, les aménagements et le partenariat dans les domaines du tourisme et des loisirs.

Ce cadre de concertation facilite la collaboration harmonieuse entre les différentes administrations qui en sont membres, même si l'on peut regretter que les recommandations du CNT ne soient pas toujours suivies d'effets. Cette collaboration harmonieuse a d'ailleurs permis la signature d'un protocole d'accord de partenariat entre le MINTOUL et la DGSN relatif à la facilitation de l'accueil des touristes dans les aéroports ainsi qu'à la collecte des statistiques aux frontières le 24 août 2011. D'autres accords de partenariats sont envisagés.

Quoiqu'il en soit, c'est dans cette même optique de collaboration harmonieuse qu'à travers le MINEPAT, la Banque Mondiale a accordé en 2010, un financement de près de 8,7 milliards de FCFA au Gouvernement camerounais pour le développement de son tourisme dans le cadre du Projet de Compétitivité des Filières de Croissance (PCFC). Ce projet permettra de développer l'écotourisme dans les zones du Mont Cameroun et du parc national de Campo Ma'an, le tourisme culturel dans les chefferies de l'Ouest et du Nord-Ouest, le tourisme balnéaire à Kribi, etc.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Pour remplir convenablement ses missions, le Ministère du Tourisme et des Loisirs s'est doté de trois programmes opérationnels et d'un programme support, à savoir :

Programme 1 : Développement de l'offre touristique et des loisirs ;

Programme 2 : Promotion du tourisme et des loisirs ;

Programme 3 : Renforcement du cadre institutionnel de développement du tourisme et des loisirs;

Programme 4 (support): Administration et gouvernance

La mise en œuvre des différents programmes a été effectuée dans un environnement économique international caractérisé par une reprise timide de l'économie au plan mondial et national. Ce qui a nécessité des efforts, tous secteurs confondus, pour atteindre les objectifs de croissance prévus dans le DSCE sur la période 2010-2020 à savoir 5,5% en moyenne annuelle.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013

Dans le cas précis du secteur touristique, il faut relever la situation sécuritaire préoccupante aux frontières terrestres de la Région de l'Extrême de Nord en 2012 due aux exactions perpétrées par la secte islamiste boko haram, tout comme le phénomène des coupeurs de route qui sévit dans le septentrion et certaines villes camerounaises, la recrudescence du banditisme urbain.

Néanmoins ce climat d'insécurité n'a pas découragé la venue des touristes internationaux au

Cameroun dont le nombre est passé de 817 226 en 2012 à 912 000 en 2013, soit une hausse d'environ 10% et ce, confirmant ainsi le statut de destination touristique du Cameroun conquise depuis 2010.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 317

DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE TOURISME ET DES LOISIRS

Responsable du programme

MBOHOU SOULEMANOU
Directeur des Entreprises Touristiques

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le Cameroun dispose de près de 837 sites naturels, historiques, culturels. Ils constituent de véritables attractions touristiques. Pour exploiter par exemple les sites naturels (monts, lacs, etc.), il faut les aménager. Le coût de la valorisation d'un site touristique varie entre 800 millions et 1,5 milliards de FCFA, voire 5 milliards de FCFA. Ce qui limite à ce jour à 58/837 le nombre de sites ayant connu un début d'aménagement.

D'où la nécessité comme le propose le programme 317, de continuer à prioriser les sites touristiques à aménager, en choisissant un nombre restreint d'entre eux, et à inciter les investisseurs privés à s'intéresser à cette valorisation.

L'aménagement porte à la fois sur la sécurisation (délimitation), le désenclavement du site touristique (construction ou réhabilitation de la voie d'accès) et sa mise en valeur ou viabilisation.

En outre avec l'élargissement des missions du MINTOUL aux loisirs, les parcs des loisirs et les parcs d'attraction, véritables méga espaces récréatifs, seront également construits dans quelques villes en complément des sites touristiques aménagés. Ce sont des constructions naissant de l'imagination humaine en vue de combler la carence en sites naturels.

Par ailleurs, même si le Ministère du Tourisme et des Loisirs n'a pas pour vocation première la construction des hôtels et des restaurants, il n'en demeure pas moins que la timidité des investissements privés touristiques importants le conduit à investir dans cette filière. Par des investissements étatiques, la capacité hôtelière devrait se trouver améliorée dans les villes aux potentialités touristiques avérées.

Enfin le MINTOUL travaillera à la commercialisation des produits touristiques par les tours operators et les agences de tourisme sur la base de l'offre ainsi développée.

De façon sommaire, le programme 317 du MINTOUL se présente ainsi qu'il suit 2013 :

OBJECTIF	Améliorer la qualité des infrastructures et produits touristiques et de loisirs.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'infrastructures touristiques et lignes de produits améliorés
	Unité de mesure	
	Valeur de référence:	573000.0
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	800000.0
	Année cible:	2012
Indicateur	Intitulé:	Nombre de touristes supplémentaires accueillis
	Unité de mesure	
	Valeur de référence:	573000.0
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	800000.0
	Année cible:	2012
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: VALORISATION DES SITES TOURISTIQUES Action 02: DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HOTELIERES Action 03: DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS Action 04: APPUI A LA CONCEPTION ET DISTRIBUTION DES PRODUITS TOURISTIQUES PAR LES TOURS OPERATEURS ET AGENTS DE VOYAGES	
DOTATIONS INITIALES	AE	CP

	13 901 777 000	4 921 320 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MBOHOU SOULEMANOU, Directeur des Entreprises Touristiques	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Ce programme s'effectue dans un environnement de sécheresse financière. En effet, la difficulté majeure demeure la modicité des ressources mises à la disposition du MINTOUL pour la réalisation des infrastructures touristiques, notamment l'aménagement des sites touristiques, la construction des hôtels, campements et parcs récréatifs qui nécessitent des investissements colossaux.

Avec 837 sites touristiques déjà répertoriés au Cameroun, leur mise en valeur nécessite un effort financier considérable quand on sait qu'un site viabilisé coûte en moyenne 1,5 milliard de FCFA.

S'agissant du parc hôtelier de l'Etat, il est dans un état de délabrement avancé, avec une capacité limitée ne favorisant pas sa meilleure rentabilité ; d'où la nécessité de sa réhabilitation pour améliorer la contribution efficace de l'énorme potentiel du secteur du tourisme et des loisirs au financement du Budget de l'Etat.

Pour ce qui est du développement des loisirs, ce domaine a été confié au Ministère en charge du tourisme en 2012. Il y a lieu de relever que, depuis la fermeture de la quasi-totalité des salles de cinéma et devant l'insuffisance des salles de spectacles et des espaces récréatifs, l'on constate une prolifération des lieux et activités de loisirs malsains avec comme conséquences l'accentuation des fléaux sociaux (VIH SIDA, l'alcoolisme, la dépravation des mœurs, la déperdition scolaires etc.). En outre, le Cameroun ayant l'ambition d'accueillir au moins 01 million de touristes internationaux et 06 millions de touristes internes par an à l'horizon 2020, les infrastructures de loisirs peuvent servir de catalyseurs pour atteindre ces objectifs par leur capacité d'accueil journalière (au moins 1000 personnes par jour) et leur attractivité permettant d'allonger la durée de séjour des touristes.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

D'emblée il faut noter que l'Action 4 a été annulée.

Dans l'ensemble, les indicateurs du programme n'ont pas permis de prendre en compte les réalisations partielles des activités (certaines tâches) ; d'où les résultats techniques de 0% qui figurent dans les tableaux de certains indicateurs. Cependant les différentes phases des activités exécutées ou à exécuter permettront à terme d'atteindre les résultats escomptés à l'horizon 2015.

Globalement le taux de réalisation de l'indicateur est de 95%.

Par ailleurs, la modicité des moyens alloués a contraint le MINTOUL à échelonner dans le temps la programmation des travaux d'aménagement des sites touristiques prioritaires.

De plus, deux hôtels et un campement ont pu être réhabilités agrandis, équipés et une Base Vie est en cours de réhabilitation.

Quand aux infrastructures de loisirs, 04 projets de constructions ont démarré et 05 études ont été réalisées.

Cependant, quelques difficultés dans la réalisation du programme méritent d'être signalées, à savoir:

- la difficulté de la maîtrise des délais de passation des marchés due à l'implémentation de la réforme et des procédures dont leur compréhension n'est pas toujours aisée ; ces principaux écueils surmontés seraient susceptibles d'assurer une exécution diligente des activités prévues.
- Les ressources financières allouées à la réalisation des infrastructures de loisirs ont été partiellement exécutées, ce qui n'a pas permis d'atteinte de la cible planifiée de l'indicateur.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	38,70%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 13 876 369 635	CP 4 895 912 635
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 25 407 365	Ecart CP 25 407 365
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 4 393 120 680	CP 4 367 866 680
TAUX DE CONSOMMATION	31 %	89 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> - La modicité des moyens alloués a contraint le MINTOUL à échelonner dans le temps la programmation des travaux d'aménagement des sites touristiques prioritaires. - Pour un objectif de sept unités visées seules trois ont pu être réhabilitées et équipées ; - 02 Hôtels et un campement ont pu être réhabilités, agrandis et équipés ; - 01 Base Vie est en cours de réhabilitation ; - la difficulté de la maîtrise des délais de passation des marchés et des procédures due aux réformes des marchés publics. - les indicateurs n'ont pas permis de prendre en compte les réalisations partielles des activités. Ce qui explique les résultats techniques de 0%. A terme, ces taux devraient être portés à leur maximum. - Les indicateurs de l'action 3 prévoyaient de construire 17 infrastructures de loisirs et de réaliser 01 étude à l'horizon 2015. En 2013, 04 projets de constructions ont démarré et 05 études ont été réalisées, soit 09 projets d'infrastructures engagés ou achevés en un an. - Les ressources financières partiellement allouées à la réalisation des infrastructures de loisirs n'ont pas permis d'atteinte la cible planifiée de l'indicateur. 	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la valorisation des sites touristiques à travers la construction des infrastructures de base (route d'accès, eau, électricité....) et des infrastructures touristiques (structure d'accueil et d'hébergement, et autres équipements touristiques) ; - Engager l'extension du parc hôtelier de l'Etat en vue d'accueillir les manifestations internationales telle que la CAN 2019. - Pour compléter les efforts de relèvement de standards des infrastructures d'accueil, un accent particulier doit être mis sur l'amélioration de la qualité des prestations grâce aux opérations d'Agrément, de Classement et de Reclassement des établissements de tourisme et des loisirs. Ce permettrait d'optimiser la compétitivité du Réceptif de la Destination Cameroun. -Redéfinir les indicateurs afin qu'ils permettent de rendre compte des avancées des activités budgétisées ; -Prioriser les projets d'infrastructures de loisirs de manière à maximiser les taux de réalisation à court terme de chaque projet 	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 VALORISATION DES SITES TOURISTIQUES

OBJECTIF	Aménager les sites touristiques prioritaires								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de sites touristiques aménagés et délimités.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 225 %		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		58.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		86.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		63						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 803 707 000	1 661 707 000	2 803 486 362	1 661 486 362	1 291 317 775	1 291 317 775	46 %	77 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le Cameroun, compte tenu de sa diversité climatique, écologique et culturel, dispose d'un riche potentiel touristique ; 837 sites touristiques sont déjà répertoriés dont la quasi-totalité n'a pas connu un début de valorisation. Il faut inverser la tendance en les aménageant, sécurisant et désenclavant. A l'évidence, la valorisation d'un site touristique nécessite d'importants moyens financiers évalués, selon la nature entre 1,5 à 5 milliards de FCFA. Les travaux comprennent, outre les infrastructures de base qui profitent aux populations riveraines, la construction des structures d'accueil, l'aménagement des pistes de vision et de randonnées et la mise en place des équipements touristiques.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	15 sites en cours d'aménagement à savoir: le site d'Ebogo, les Lacs Jumeaux, Lac Awing, Lac Oku, la Route de Kiiki (site de Don I tison), les Chutes de la Lobé, Mont Alantika, le Lac Pangnéré, les Chutes d'Kom Nkam, Mont Djoumbal, les Chutes de Lancrenon, Le Parc National de Deng Deng, Marre aux hippopotames de la, Falaise de Mbé, les Gorges de Kola								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none">- La modicité des moyens alloués a conduit le MINTOUL à échelonner dans le temps la programmation des travaux d'aménagement des sites touristiques prioritaires.- les indicateurs ne prennent pas en compte les réalisations partielles ; d'où des résultats techniques de 0%. A l'horizon 2015 résultats seront plus visibles ;- Les ressources financières allouées à la réalisation des infrastructures de loisirs ont été partielles ce qui n'a pas permis d'atteintdre de la cible planifiée de l'indicateur.								
Perspectives 2014	Poursuivre la valorisation des sites touristiques à travers la construction des infrastructures de base (route d'accès, eau, électricité...) et des infrastructures touristiques (structure d'accueil et d'hébergement, et autres équipements touristiques).								

Action 02 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HOTELIERES

OBJECTIF	ACCROÎTRE QUANTITATIVEMENT ET QUALITATIVEMENT LES CAPACITES D'HEBERGEMENT.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de structures touristiques construites, réhabilitées et équipées.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		2.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		7.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	10 003 457 000	2 413 000 000	9 978 457 000	2 388 000 000	2 384 123 326	2 384 123 326	23 %	99 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le parc hôtelier de l'Etat couvre les 10 régions du Cameroun. Son état de délabrement avancé et sa capacité limitée ne favorisent pas sa rentabilité. Il y a nécessité de le réhabiliter, gage de sa contribution au financement du Budget de l'Etat.</p> <p>La difficulté majeure demeure la modicité des ressources mises à la disposition du MINTOUL pour la réalisation des opérations de remise à niveau du parc hôtelier de l'Etat.</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>- Réhabilitation / Extension et Equipement des hôtels Montain et Parliamentarian Flats de Buéa pour le Cinquantenaire de la Réunification du Cameroun</p> <p>- Réhabilitation et Equipement du Campement de Waza ;</p> <p>- Réhabilitation partielle de la Base Vie de Ngop Rey sur la route Ngaoundéré-Toubo</p> <p>-Tenue de 12 Sessions de la Commission Technique Nationale des Etablissements de Tourisme.</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>- Pour un objectif de sept unités visées seules trois ont pu être réhabilitées et équipées ;</p> <p>-02 Hôtels et un campement ont pu être réhabilités agrandis et équipés ;</p> <p>-01 Base Vie est en cours de réhabilitation ;</p> <p>- La réforme des marchés publics appelle la maîtrise des délais de passation des marchés et des procédures qui n'est pas toujours aisée. Ce qui entraîne des incompréhensions entre les différents acteurs de la chaîne.</p>								
Perspectives 2014	<p>- Les efforts pour la remise à niveau et la consolidation de l'existant (hôtels et campements) doivent être poursuivis.</p> <p>- Pour permettre à la destination Cameroun d'accueillir de grandes manifestations internationales (CAN 2019), il faut envisager l'extension du parc hôtelier de l'Etat.</p> <p>- Continuer à relever les standards des infrastructures d'accueil par les opérations d'Agrément, de Classement et de Reclassement des établissements de tourisme et des loisirs, en vue d'optimiser la compétitivité du réceptif de la destination Cameroun et d'améliorer la qualité des prestations.</p>								

Action 03 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS

OBJECTIF	Améliorer l'offre des loisirs.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de structures des loisirs construits et mis en fonctionnement.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		8.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 094 613 000	846 613 000	1 094 426 273	846 426 273	717 679 579	692 425 579	65 %	81,81 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le MINTOUL a mis un accent sur le développement des infrastructures de loisirs afin de contribuer à l'enrichissement de la vie et à l'épanouissement des personnes, de lutter contre le stress, de prévenir les problèmes de santé. La lutte contre la délinquance juvénile permet également d'améliorer les résultats scolaires.</p> <p>En ambitionnant d'accueillir plus de touristes, le Cameroun peut à juste titre miser le développement des infrastructures de loisirs comme catalyseur à l'attraction des visiteurs et à l'allongement la durée leur séjour grâce à la capacité d'accueil journalière offerte (au moins 1000 personnes par jour).</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none">• Première phase de construction (gros œuvre) du parc récréatif d'Ebolowa achevée ;• Première phase de construction (gros œuvre) de la station nautique de Maga achevée• Première phase de construction (gros œuvre) de la station nautique de Lagdo achevée• Première phase des équipements (gros œuvre) de la station nautique de Lagdo achevée <p>Réalisation de 05 études en vue de la construction de 02 parcs d'attractions (Yaoundé, Douala), 02 villages de vacances (Sangmelima, Garoua) et le schéma directeur des aménagements des parcs achevée;</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>- Les indicateurs n'ont pas permis de prendre en compte les réalisation partielles c'est ce qui explique que Les résultats techniques indiquent 0% mais des activités concrètes ont été réalisées par phase, ce qui démontre une progression dans la finalisation des projets programmés à l'horizon 2015 ;</p> <p>- Les indicateurs de l'action 3 prévoyaient de construire 17 infrastructures de loisirs et de réaliser 01 étude à l'horizon 2015. En 2013, 04 projets de constructions ont démarré et 05 études ont été réalisées à savoir 09 projets d'infrastructures engagés ou achevés en un an ;</p> <p>- Les ressources financières allouées à la réalisation des infrastructures de loisirs ont été partielles ce qui n'a pas permis d'atteinte de la cible planifiée de l'indicateur.</p>								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none">• Redéfinir les indicateurs qui permettent de rendre compte des avancées des activités budgétisées ;• Prioriser les projets d'infrastructures de loisirs de manière à maximiser les taux de réalisation à court terme de chaque projet ;								

Action 04 APPUI A LA CONCEPTION ET DISTRIBUTION DES PRODUITS TOURISTIQUES PAR LES TOURS OPERATEURS ET AGENTS DE VOYAGES								
OBJECTIF	Aider les tours opérateurs et agents de voyages locaux à monter les produits touristiques.							
Indicateur	Intitulé:		nombre de tours opérateurs et agents de voyages appuyés financièrement *Nombre de produits touristiques disponibles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		-					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		15.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2014								

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 318

PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS

Responsable du programme

MBE Samuel
Directeur de la Promotion du Tourisme et des Loisirs

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 318 du MINTOUL se base sur l'incitation des touristes d'ici et d'ailleurs à visiter l'Afrique en miniature, à consommer ses produits touristiques. C'est en effet l'arrivée massive des touristes, disposant de moyens financiers pour faire face à leurs dépenses, dans une localité ou un pays, qui permet aux entreprises de rentabiliser leurs investissements, de créer plus d'emplois, d'augmenter leurs chiffres d'affaires et d'accroître les taxes fiscales versées à l'Etat.

La destination Cameroun sera ainsi vendue à la fois aux résidents et aux non résidents.

Dans le même ordre d'idées, la participation aux foires, salons, festivals, etc., tout comme leur organisation permettra d'engager des démarches dans ce sens auprès des tours operators ou agents de tourisme, susceptibles de programmer la destination Cameroun, etc.

En outre, le MINTOUL entend amener enfants, adultes et personnes vulnérables à la culture des loisirs grâce à l'organisation des colonies de vacances, des classes promenades, des camps de vacances, la création des centres aérés, des clubs de loisirs, etc.

Ce programme est décliné dans le tableau suivant :

OBJECTIF	Attirer un grand nombre de visiteurs résidents et non résidents.	
Indicateur	Intitulé:	NOMBRE DE TOURISTES INTERNES ACCUEILLIS
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	3000000.0
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	9000000.0
Indicateur	Année cible:	2015
	Intitulé:	NOMBRE DE TOURISTES INTERNATIONAUX ACCUEILLIS
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	604054.0
	Année de référence:	2011
ACTIONS DU PROGRAMME	Valeur Cible	1500000.0
	Année cible:	2015
	Action 01:	PROMOTION DU TOURISME INTERNE
	Action 02:	PROMOTION DU TOURISME RECEPTEUR
	Action 03:	PROMOTION DES LOISIRS
	Action 04:	AMELIORATION DE LA QUALITE DES PRESTATIONS TOURISTIQUES ET DES LOISIRS
DOTATIONS INITIALES	AE 850 698 000	CP 850 698 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MBE Samuel, Directeur de la Promotion du Tourisme et des Loisirs	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Cameroun au plan touristique a toujours fait connaître ses potentialités qui fait de lui « l'Afrique en miniature » ou mieux « toute l'Afrique dans un pays ». C'est dans ce contexte que le programme 318 du Ministère du Tourisme et des loisirs a été exécuté dans un environnement économique morose influençant l'industrie du tourisme.

La préoccupation majeure du MINTOUL c'est de conquérir tant les marchés locaux qu'internationaux. Au plan international, en dehors du Bureau d'Information Touristique (BIT) pour l'Europe à Paris, le Cameroun a créé deux nouveaux BIT : à Beijing pour couvrir l'Asie et à Washington pour promouvoir la destination Cameroun dans le continent américain. Au plan interne, les délégations régionales et départementales ont vu leurs services étoffés ou de nouveaux services mis sur pied. Ce qui permet de rendre le tourisme présent et vivant dans l'arrière-pays.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

Globalement le taux de réalisation de l'indicateur est de 24,74%.

Ce chiffre pourrait davantage s'améliorer autant que la mise en place d'infrastructures de Loisirs donneraient la motivation aux différentes catégories sociales (jeunes et adultes) à s'intéresser aux loisirs.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	32,98%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	24,74%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 930 299 882	CP 930 299 882
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -79 601 882	Ecart CP -79 601 882
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 644 318 748	CP 644 068 748
TAUX DE CONSOMMATION	69 %	69 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de plus en plus accrue des touristes - Amélioration progressive des conditions de séjour des touristes - Amélioration des prestations touristiques - Développement des infrastructures 	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> -Conquête des marchés internes et internationaux -Développement des infrastructures d'accueils (Hébergement, restauration et Loisirs) -Facilitation des conditions de transports et de déplacement 	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 PROMOTION DU TOURISME INTERNE									
OBJECTIF	DEVELOPPER LA CULTURE TOURISTIQUE DES RESIDENTS.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de touristes internes identifiés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 50,80%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		3000000.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		9000000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3 048 000						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	513 674 000	513 674 000	593 538 184	593 538 184	551 552 293	551 302 293	92 %	92 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none">- Stagnation du budget alloué à la promotion du tourisme et des loisirs- Conquête des nouveaux marchés internes								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none">- Participation au Festival Nyem-Nyem à Tignère, Salon Sially, Salon Gouvernemental (SAGO), UNIFAC, festival SAO KOTOKO, festival Bogso à Eséka, etc.- Organisation d'éductours : éductour Chinois en avril; invitation de la famille Hiraiwa au Cameroun en janvier; éductour japonais en août et voyage de la délégation espagnole au mois de juin.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none">- Forte demande des visiteurs internes- Certaines activités programmées au départ n'ont plus été jugées prioritaires par la suite, d'où leur non-exécution- Les ressources allouées ont été orientées pour le financement d'autres activités								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none">- Incitation des résidents à la consommation des produits touristiques et à la visite du Cameroun Meilleure programmation des activités								

Action 02 PROMOTION DU TOURISME RECEPTEUR

OBJECTIF	Attirer le plus grand nombre de touristes internationaux/étrangers.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de touristes internationaux				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 101,79%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		604054.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		1500000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		912000						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	230 630 000	230 630 000	230 630 000	230 630 000	0	0	0 %	0 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<div>-Destination encore mal connue à l'international</div> <div>-Conquête des nouveaux marchés internationaux</div> <div>-Modicité du budget de promotion et de communication</div>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<div>- Participation aux foires internationales en Europe, en Asie et en Amérique : bourse du tourisme de Bruxelles, foire internationale du tourisme de Madrid, complément 5è ville aux USA, China International Travel, Cameroon Road Show aux USA, China Outbound and tourism Market à Beijing, foire du tourisme du Caire, ITB de Berlin, BIT de Milan.</div> <div>- Insertions publicitaires dans les magazines nationaux, radio et télévision et édition de documents promotionnels</div>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<div>-Participation à 9 foires internationales sur 11</div> <div>-Documentation éditée de meilleure qualité</div> <div>-Subvention décaissée à 100%</div>								
Perspectives 2014	Démarcher les touristes internationaux en participant aux foires internationales								

Action 03 PROMOTION DES LOISIRS

OBJECTIF	DEVELOPPER UNE CULTURE DES LOISIRS.							
Indicateur	Intitulé:		NOMBRE DE CLASSES PROMENADES,DE COLONIES DE VACANCE ET CAMPS DE VACANCE ORGANISE				TAUX DE REALISATION TECHNIQUE 10,06 %	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		200.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3					
Indicateur	Intitulé:		NOMBRE DE CLUBS DE LOISIRS CREES UNIVERSITES, LYCEES ET COLLEGES				TAUX DE REALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		24.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE REALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
					65 000	65 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le développement des loisirs a été confié au Ministère en charge du tourisme en 2012. Depuis la fermeture de la quasi-totalité des salles de cinéma et devant l'insuffisance des salles de spectacles et des espaces récréatifs, l'on constate une prolifération des lieux et activités de loisirs malsains avec comme conséquences l'accentuation des fléaux sociaux (VIH SIDA, l'alcoolisme, la dépravation des mœurs, déperdition scolaires etc.), notamment en milieu jeunes.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Organisation des colonies de vacances pour les jeunes de moins de 16 ans à Ebolowa et à Ngaoundéré -Formation des moniteurs de vacances -Organisation des classes promenade							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La participation à un salon international de loisirs et 2 voyages d'étude ;la rencontre de la WLO a été annulée au profit de l'organisation de l'ATA							
Perspectives 2014	-Organisation de 5 colonies de vacances, 11 classes promenades, 5 centres aérés -Création de 5 clubs et associations de loisirs							

Action 04 AMELIORATION DE LA QUALITE DES PRESTATIONS TOURISTIQUES ET DES LOISIRS								
OBJECTIF	ARRIMER TOUS LES ETABLISSEMENTS DE TOURISME AUX NORMES INTERNATIONALES DE CLASSEMENT.							
Indicateur	Intitulé:	NOMBRE D'ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT, DE RESTAURATION ET DE LOISIRS, ET D'AGENCES DE TOURISME AUTORISES					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 4,2%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	2470.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	7000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	196						
Indicateur	Intitulé:	NOMBRE D'ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT, DE RESTAURATION ET DE LOISIRS, ET D'AGENCES DE TOURISME CLASSES OU RECLASSES					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	388.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	700.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	0						
Indicateur	Intitulé:	NOMBRE DE SESSIONS DE LA CTN-ET et CC-ET TENUES					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 6,4%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	72.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	250.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	12						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	106 394 000	106 394 000	106 131 698	106 131 698	92 766 455	92 766 455	87,41 %	87,41 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>-Le cadre législatif et réglementaire élaboré à la fin des années 90 en partenariat avec le secteur privé est un outil essentiel qui garantit la qualité du réceptif (structures d'accueil, équipements, personnel, prestations), en un mot la compétitivité de la destination Cameroun</p> <p>-Mauvaise connaissance des exigences de qualités</p> <p>-Besoins réels d'implication des promoteurs touristiques dans le processus de l'amélioration des prestations</p> <p>-Une opération coup de poing visant à lutter contre les établissements du tourisme clandestins a été lancée en septembre 2012 et s'est poursuivie en 2013</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>La CNT- ET a tenu effectivement 12 sessions avec les résultats suivant:</p> <ul style="list-style-type: none">- Dossiers étudiés : 433- Avis favorables: 196 (80 pour la construction, 95 pour ouvertures, 21 agréments de guides) soit 45,26%- Avis défavorables: 237 soit 54,74%							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none">- S'agissant du classement, 2013 a été une année préparatoire pour une relance en 2014- Les insuffisances relevées dans les dossiers montés par les promoteurs;- La qualité approximative de vérification desdits dossiers, leur conditionnement et leur transmission à la CTN-ET par les Délégations Régionales							

Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none">- Envisager la certification des prestations et des normes- Impliquer davantage les promoteurs touristiques dans les stratégies d'amélioration des prestations- Meilleure programmation des activités
-------------------	---

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 319

RENFORCEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL DE
DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET DE LOISIRS

Responsable du programme

Mme Angeline Florence NGOMO
Chef de Division de la Planification et de la Coopération

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Généralement, la collecte et le traitement des statistiques touristiques permettent de disposer non seulement des informations liées aux arrivées des touristes aux postes frontières maritimes, terrestres et aériens ; à la durée de séjours des touristes ; aux nuitées, arrivées et taux d'occupation des établissements d'hébergement, aux capacités hôtelière, des établissements de restauration et agences de tourisme mais également de connaître les investissements réalisés, les recettes, etc.

De même le MINTOUL cherche, à travers des enquêtes, à apprécier les motivations des touristes qui visitent le Cameroun, les dépenses touristiques, les emplois créés, les produits touristiques consommés, etc.

Un annuaire des statistiques du tourisme édité à cet effet permet de consolider les données disponibles.

Toutes choses qui participent de la bonne connaissance de la dynamique du sous secteur tourisme et loisirs d'une part, et de la mesure de la contribution du tourisme au Produit Intérieur Brut (PIB) d'autre part.

Les différents agrégats sont rendus disponibles par la structure en charge de la statistique mais également par l'Institut National de la Statistique. Ce qui permet de renseigner les 13 tableaux qui forment le Compte Satellite du Tourisme.

Toutefois, pour ce qui est 2013, seule la collecte des statistiques de base et le développement d'une application informatique ont permis de disposer de quelques résultats.

Dans la même optique, les capacités des principaux acteurs touristiques et des loisirs seront renforcées à travers des séminaires thématiques et l'harmonisation des programmes de l'offre de formation afin de pallier l'inconfort de la qualité approximative des prestations souvent décriées parce qu'un touriste bien accueilli, qui dort dans un hôtel propre, qui mange bien est susceptible de revenir une autre fois après un premier séjour.

En outre, le Cameroun n'évoluant pas en vase clos, le MINTOUL renforcera les coopérations bilatérales et multilatérales, prendra part aux foires économiques en vue de vendre ses projets touristiques.

Enfin, la création d'un office de promotion du tourisme et des loisirs, organisme para public, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, plus apte à négocier avec les agents de voyages et les tours operators des pays émetteurs des touristes, etc., s'avère nécessaire.

De même, la loi n°98/006 du 14 avril 1998 relative à l'activité touristique et son décret d'application n°99/443 du 25 mars 1999 devront être révisés pour prendre en compte non seulement la composante loisirs, mais également pour arrimer la gestion des activités du tourisme et des loisirs aux exigences internationales en la matière.

Le programme 319 peut être résumé ainsi qu'il suit :

OBJECTIF	Disposer des outils d'accompagnement de la mise en œuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Stratégie de développement du tourisme et des loisirs élaborée et arrimée au DSCE
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	1.0
Indicateur	Année cible:	2015
	Intitulé:	Stratégie de formation en tourisme, hôtellerie et loisirs élaborée et validée
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2011
Indicateur	Valeur Cible	1.0
	Année cible:	2012
	Intitulé:	Décret créant l'Office National du Tourisme et des Loisirs disponible
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	0.0
Indicateur	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	1.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: MISE EN PLACE D'UN COMPTE SATELLITE DU TOURISME Action 02: RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION STRATEGIQUE ET DU CADRE REGLEMENTAIRE Action 03: MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR D'INFORMATISATION DU MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS Action 04: AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE LA CHAINE PPBS Action 05: DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS DU SECTEUR TOURISTIQUE ET DES LOISIRS Action 07: AMELIORATION DE L'OFFRE DE FORMATION EN TOURISME ET LOISIRS	
DOTATIONS INITIALES	AE 832 157 000	CP 662 157 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Mme Angeline Florence NGOMO, Chef de Division de la Planification et de la Coopération	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Avec le retour à la planification stratégique du développement du Cameroun en 2009 et la promulgation en 2007 de la nouvelle loi sur le régime financier, la réforme des finances publiques a permis d'adopter la Gestion Axée sur les Résultats. On est alors passé du budget des moyens au budget programme. L'année 2013 est marquée par l'entrée en vigueur du budget programme. Ce qui induit un comportement plus citoyen et des efforts dans l'élaboration des documents de planification, programmation, budgétisation et de suivi/évaluation.

Par ailleurs, la carence de professionnalisme des acteurs touristiques constitue un déclencheur à l'organisation des séminaires de formation thématiques. Ce qui garantirait l'amélioration des conditions d'accueil des touristes au Cameroun, l'assainissement du domaine hôtelier en particulier et du secteur touristique en général

Quand au traitement des statistiques touristiques collectées aux postes frontières et dans les hôtels, il se fait encore manuellement. La tâche devient ardue et complexe. Il y a nécessité à

automatiser l'exploitation des données collectées.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

Afin de rendre compte des réalisations faites, plusieurs indicateurs ont été choisis ; ce qui dénote de la diversité des activités contenues dans ce programme. Globalement, le taux de réalisation est de 57,81%.

Il y a lieu de relever que ce taux ne reflète pas exactement la réalité des activités menées pour l'atteinte de l'objectif du programme 319. Car, certaines activités, quoique exécutées partiellement, n'influencent pas de manière significative les résultats enregistrés. Ce qui appelle à une redéfinition des indicateurs pour ne retenir que les plus pertinents.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	58,21%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 829 326 284	CP 659 326 284
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 2 830 716	Ecart CP 2 830 716
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 635 742 306	CP 609 910 506
TAUX DE CONSOMMATION	76,66 %	92,51 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités liées à la collecte et au traitement des statistiques touristiques, tout comme celle relatives à la formation des intervenants du secteur du tourisme et des loisirs ont été déclassées au profit d'autres activités. - La meilleure utilisation des ressources allouées se justifie en grande partie par l'exécution satisfaisante du budget lié au fonctionnement normal des services - Les indicateurs ne permettent pas toujours une meilleure appréciation des activités menées 	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Meilleure programmation des activités à réaliser - Améliorer le choix des indicateurs 	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 MISE EN PLACE D'UN COMPTE SATELLITE DU TOURISME								
OBJECTIF	DISPOSER D'UN OUTIL D'EVALUATION DES ACTIVITES TOURISTIQUES ET DES LOISIRS.							
Indicateur	Intitulé:	Part du tourisme dans le PIB					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 75%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	3.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	7.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	3						
Indicateur	Intitulé:	TAUX D'OCCUPATION DES STRUCTURES HOTELIERES					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 57,5%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	20.08						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	60.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	23						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	162 660 000	162 660 000	162 635 000	162 635 000	152 409 525	152 209 525	93,71 %	93,59 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le traitement des statistiques touristiques collectées aux postes frontières et dans les hôtels se fait manuellement. Ce qui rend le travail complexe. D'où la nécessité d'automatiser l'exploitation des données collectées.</p> <p>En outre, le MINTOUL s'est limité à la collecte des statistiques de base exprimées par des indicateurs choisis à cet effet. Ce constitue une étape essentielle à la construction des tableaux du CST.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Développement d'une Application Informatique de traitement automatique des statistiques aux postes frontières aériens							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>-La collecte et l'exploitation des statistiques du tourisme ont permis de renseigner les indicateurs</p> <p>-La réalisation de l'application informatique pour le traitement des statistiques aux postes frontières aériens a été confiée à un cabinet d'étude qui a fait une première mouture. La saisie de quelques cartes d'embarquement/Débarquement a été recommandée pour l'évaluation de l'application. Le retard observé est dû aux difficultés d'accès auxdites cartes par le prestataire.</p>							
Perspectives 2014	<p>Certes, les indicateurs choisis permettent d'apprécier la dynamique de l'activité touristique, mais ils sont assez nombreux. Il faudrait alors définir un seul indicateur approprié. C'est le cas de l'annuaire des statistiques du tourisme où seront regroupés une grande partie des agrégats touristiques.</p> <p>De plus, certains éléments constitutifs du CST pourront être obtenus à partir des études conséquentes.</p>							

Action 02 RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION STRATEGIQUE ET DU CADRE REGLEMENTAIRE								
OBJECTIF	DISPOSER D'INSTRUMENTS DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET DES LOISIRS.							
Indicateur	Intitulé:	STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET DES LOISIRS ARRIMEE AU DSCE					TAUX DE REALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	100%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	120 000 000	60 000 000	120 000 000	60 000 000	53 734 051	53 734 051	44,78 %	89,56 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Avec le retour à la planification, il paraît impérieux d'arrimer nos documents aux cadres nationaux de planification que sont la Vision 2035 et le DSCE 2010-2020. En outre, l'adaptation du cadre réglementaire du tourisme et des loisirs à l'évolution des missions assignées au MINTOUL apparaît comme une nécessité de réviser les lois et décrets dans le domaine. Par ailleurs pour mener à bien les activités de promotion de la destination Cameroun et de commercialisation des produits touristiques, il paraît judicieux de mettre sur pied l'office national du tourisme, organisme parapublic chargé d'assurer ce rôle avec plus d'efficacité et de flexibilité.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	-Elaboration et validation de la phase 3 de la Stratégie de Développement du Tourisme et des Loisirs du Cameroun (Plan d'Actions Prioritaires et Dispositif de Suivi - Evaluation) -Elaboration et validation du Cadre de Dépenses à Moyen terme (CDMT) du Plan Directeur de Développement du Tourisme et des Loisirs (PDDTL) au Cameroun (Phase 4)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les travaux d'élaboration du PAP et dispositif de suivi de la Stratégie ainsi que ceux relatifs à l'élaboration du CDMT du plan directeur de développement du tourisme ont été réalisés par un cabinet d'études malgré le retard accusé dans le processus d'exécution du marché et ont été validés. Toutefois, l'actualisation de certaines données reste fortement envisagée. S'agissant du cadre réglementaire du tourisme et des loisirs, le projet de texte révisant la loi relative à l'activité touristique et des loisirs a été finalisé et transmis à la haute hiérarchie. Pour ce qui est de la création de l'Office National du Tourisme et des Loisirs, le projet de texte a été soumis à l'appréciation du MINFI et bute à l'identification des ressources devant financer le fonctionnement de cet organisme.							
Perspectives 2014	En ce qui concerne l'actualisation du cadre réglementaire du tourisme et des loisirs, les efforts seront davantage consacrés à la poursuite de la révision des décrets d'application de la loi relative à l'activité touristique et l'élaboration des normes liées notamment à l'organisation des activités de loisirs, de formation et d'aménagement des sites touristiques. Par ailleurs, pour mener à bien les activités de promotion de la destination Cameroun et de commercialisation des produits touristiques, il paraît judicieux de mettre sur pied l'office national du tourisme, organisme parapublic chargé d'assurer ce rôle avec plus d'efficacité et de flexibilité. Enfin, il paraît fort judicieux de réviser les indicateurs qui sont aujourd'hui pléthoriques.							

Action 03 MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR D'INFORMATISATION DU MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS									
OBJECTIF	AMELIORER LE RESEAU ET PARC INFORMATIQUES POUR FACILITER L'ACCES AUX INFORMATIONS TOURISTIQUES ET DE LOISIRS.								
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage de services équipés et câblés au réseau Internet.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		40.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	20 451 375	20 451 375	81,81 %	81,81 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<div>- Dans le souci d'améliorer la sécurité des données au MINTOUL, une démarche d'acquisition progressive des licences d'antivirus et de Systèmes d'exploitation des ordinateurs est entamée.</div> <div>- Le traitement des données sur les projets du MINTOUL se fait manuellement. Ce qui rend le travail complexe et difficile à évaluer. D'où la nécessité d'automatiser la gestion des projets.</div>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Informatisation des tâches métiers (gestion du budget, Courrier,...)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Certaines activités jugées prioritaires au départ ont été déclassées lors de leur mise en œuvre.								
Perspectives 2014	<div>- Meilleure programmation des activités</div> <div>- Protéger tous les ordinateurs avec des antivirus</div> <div>- Améliorer la Connexion à internet dans tous les bureaux</div> <div>- Faciliter la communication par un outil de collaboration en interne</div> <div>- Redéfinir les indicateurs qui sont pléthoriques</div>								

Action 04 AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE LA CHAINE PPBS

OBJECTIF	ASSURER LA GESTION AXEE SUR LES RESULTATS A TRAVERS LES OUTILS MODERNES DE PLANIFICATION, PROGRAMMATION, BUDGETISATION ET SUIVI.								
Indicateur	Intitulé:		Budget Programme annuel élaboré,validé et exécuté.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		-						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		1.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		1.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	50 000 000	50 000 000	51 187 684	51 187 684	48 573 816	48 573 816	94,89 %	94,89 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'actualisation de ces documents techniques de la chaîne Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi (PPBS) s'est faite dans le contexte du retour à la planification stratégique du développement du Cameroun ainsi que la promulgation en 2007 de la nouvelle loi sur le régime financier. Ce qui a impulsé par les réformes des finances publiques en adoptant la Gestion Axée sur les Résultats. On est alors passé du budget des moyens au budget programme. Il s'agit de rechercher une grande performance ainsi que l'efficacité et l'efficience dans les dépenses publiques.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none">- actualisation et validation du PAP 2014-2018- actualisation et validation du CDMT 2014-2016- actualisation du PPA 2014-2016- actualisation et validation du Budget programme 2014								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Toutes les activités liées à l'actualisation des documents techniques de la chaîne Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi (PPBS) ont été réalisées malgré quelques difficultés observées dans l'appropriation du processus de mise en œuvre du budget programme et l'élaboration des différents documents techniques.								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none">-Il convient d'envisager des cessions de renforcement des capacités à l'intention des personnels du MINTOUL intervenant dans la chaine PPBS. Par ailleurs, le chronogramme de production des documents techniques de la chaine devrait être rigoureusement arrêté.-Améliorer le choix des indicateurs								

Action 05 DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS DU SECTEUR TOURISTIQUE ET DES LOISIRS								
OBJECTIF	AMELIORER LA QUALITE DES PRESTATIONS TOURISTIQUES							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes formées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 20%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		2250.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		4500.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		450					
Indicateur	Intitulé:		Nombres de séminaires thématiques organisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 10%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		15.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	294 497 000	294 497 000	290 503 600	290 503 600	275 321 714	275 161 714	94,77 %	94,77 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-L'absence de professionnalisme dans le secteur du tourisme et les récriminations sur la qualité d'accueil et de service dans ledit secteur sont à l'origine de ces séminaires en vue d'améliorer les conditions d'accueil des touristes au Cameroun et d'assainir le secteur hôtelier en particulier et touristique en général.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- l'organisation d'un séminaire de formation sur l'accueil et le traitement des statistiques du tourisme en faveur des professionnels du secteur dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest; - l'organisation d'un séminaire sur la culture touristique en faveur des guides de tourisme de la Région du Centre à Bafia. Les autorités traditionnelles et certains responsables administratifs de la ville de Bafia et ses environs y avaient également pris part.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	-Sur le plan financier, les résultats sont bons mais quant aux résultats de la cible, ils ne sont pas ceux attendus car nous voulions former au moins 750 personnes en 05 séminaires au moins mais le démarrage tardif de l'exécution du budget dû aux difficultés dans l'utilisation de l'application « Probmis » a fait qu'on n'a pas organisé les autres séminaires ; ces montants ne permettent pas de former le nombre de personnes voulues. -Les 02 indicateurs renseignent sur la même chose. Ce qui signifie donc qu'à l'avenir, il vaudrait mieux continuer avec le nombre de personnes formées.							
Perspectives 2014	L'indicateur des résultats ici sera traduit en termes de personnes formées sur des thématiques précises.							

Action 07 AMELIORATION DE L'OFFRE DE FORMATION EN TOURISME ET LOISIRS

OBJECTIF	DEVELOPPER LE PROFESSIONNALISME DES ACTEURS							
Indicateur	Intitulé:		Stratégie de formation en tourisme, hôtellerie et loisirs élaborée et validée.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		1.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	180 000 000	70 000 000	180 000 000	70 000 000	85 251 825	59 780 025	47,36 %	85,4 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le manque de professionnalisme et l'amateurisme qui plombent le secteur du tourisme nous a amenés à mettre en place une stratégie axée sur des réformes en vue d'élaborer des référentiels dont ceux des métiers-compétences et de la formation et d'évaluation d'une part, et d'organisation pédagogique et matérielle d'autre part. Pour ce faire une école référentielle pouvant assurer la formation de haute qualité et arrimée aux normes internationales, en matière,s'avère nécessaire au Cameroun qui n'en a aucune pour le moment en dehors de l'ENAHT- CEMAC de Ngaoundéré.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none">-Terrain acquis pour la construction de l'école de référence en tourisme et loisirs à Bertoua ;-Etudes architecturales de ladite école en cours.-Stratégie de formation en tourisme, hôtellerie et loisirs élaborée, validée et livrée ;-Référentiels des programmes de formation dans les métiers-compétences en tourisme, hôtellerie et loisirs exécutée : phase 1							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none">-Les résultats des 'indicateurs 1 et 2 ne correspondent pas à la réalité, on devait parler de pourcentage de réalisation des travaux ;-La première phase des référentiels est achevée : état des lieux, collecte des données au Cameroun et dans d'autres pays dont la réputation en la matière ne souffre d'aucune contestation, tenue de l'atelier et validation des référentiels; reste la phase 2 ;-Les résultats de la stratégie de formation en tourisme, hôtellerie et loisirs sont satisfaisants parce que la cible correspond à ce qu'on voulait : avoir un document validé sur la stratégie.-L'indicateur 1 a 0% parce qu'il a été mal fixé. Tous les indicateurs devait avoir pour mesure le pourcentage des prestations effectuées.							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none">-Pour la réalisation des deux dernières phases de ce projet à savoir : l'organisation des ateliers de validation des Acquis des Expériences et l'Élaboration, l'Harmonisation et la Validation des Programmes de Formation en Tourisme, Hôtellerie et Loisirs, la mise à disposition des moyens financiers à temps est primordiale-Budgétisation de la construction d'une école de référence de formation professionnelle aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration comprenant un hôtel 3 étoiles à Bertoua ;-Préparation de l'organisation du forum de mise en œuvre des référentiels des programmes dans les métiers-compétences en tourisme et loisirs ;-Poursuite de l'assainissement des établissements de formation professionnelle en tourisme, hôtellerie et loisirs ;-Achèvement des inspections dans les établissements de formation professionnelle en tourisme, hôtellerie et loisirs en vue de confectionner un répertoire desdites structures.							

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 320

ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE DU MINTOUL

Responsable du programme

ABOUBAKAR -
Direction des Affaires Générales

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 320 s'appuie à la fois sur l'amélioration des conditions de développement des activités du tourisme et des loisirs, d'une part et sur le renforcement des infrastructures administratives, d'autre part. Le tableau ci-après en donne les détails.

OBJECTIF	Renforcer les capacités operationnelles des services et ameliorer la gouvernance	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de délégations départementales du MINTOUL construites
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	6.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	46.0
Indicateur	Année cible:	2015
	Intitulé:	Niveau des performances des services du MINTOUL
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	75.0
	Année de référence:	2013
Indicateur	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2015
	Intitulé:	Pourcentage de responsables dotés de véhicules de fonction dans les services déconcentrés du MINTOUL
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	14.0
Indicateur	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	25.0
	Année cible:	2015
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage de responsables dotés de véhicules de fonction dans les services centraux du MINTOUL
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	10.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	20.0
Indicateur	Année cible:	2015
	Intitulé:	Nombre de délégations régionales du MINTOUL construites
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	4.0
	Année de référence:	2013
Indicateur	Valeur Cible	8.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION DES ACTIVITES DU TOURISME ET DES LOISIRS Action 02: RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES ADMINISTRATIVES Action 03: AMELIORATION DES CONDITIONS DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DU TOURISME ET DES LOISIRS	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 642 825 000	CP 3 052 825 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ABOUBAKAR -, Direction des Affaires Générales	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 320 du Ministère du Tourisme et des Loisirs a été exécuté dans un souci de renforcement de la gouvernance; la nécessité d'améliorer les cadres de travail des personnels des services centraux et déconcentrés et l'amélioration des conditions séjour des touristes au Cameroun.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

Toutes les activités de ce programme ont été exécutées. S'agissant des activités de l'Action 1 constituées à 80% du Budget de Fonctionnement et 20% des activités d'Investissement en équipement des services centraux, déconcentrés et extérieurs, elles ont été exécutées à 100% ainsi que celles de l'Action 3 constituées des activités de fonctionnement du Conseil National du Tourisme.

Quand à celles de l'Action 2 relatives à la construction et à la réhabilitation des services déconcentrés du MINTOUL, elles ont connu un taux d'exécution physique de 100% et un taux d'exécution financière de 79.49%, les crédits de 80 000 000 FCFA étant tombés en forclusion.

En référence au PPA 2013 du MINTOUL, une évaluation globale du programme est difficilement quantifiable à cause des indicateurs non pertinents qui y avaient été définis.

Globalement, le taux de réalisation est de 44,31%.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	28,08%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 591 461 199	CP 3 001 461 199
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 51 363 801	Ecart CP 51 363 801
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 542 708 028	CP 2 519 891 804
TAUX DE CONSOMMATION	70,7 %	83,96 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	La sous-consommation des ressources est justifiée par le retard accusé dans les procédures d'attribution des projets qui a conduit à un début d'exécution tardif desdits projets et à la forclusion des crédits y afférents	
PERSPECTIVES 2014	<p>Poursuivre l'amélioration des conditions à travers l'acquisition du matériel roulant pour les responsables de MINTOUL et l'équipement des services centraux, déconcentrés et extérieurs des mobiliers de bureau, du matériel informatique et des climatiseurs.</p> <p>Organiser de multiples séminaires dans le domaine du tourisme à l'endroit du personnel du MINTOUL et des acteurs dans les domaines du Tourisme, de l'hôtellerie et des loisirs</p> <p>Finalisation des travaux de constructions entamés et poursuite de l'équipement des Délégations Régionales et Départementales.</p> <p>Amélioration du choix des indicateurs. En effet, un indicateur unique par programme fédérateur des objectifs de l'ensemble des actions faciliterait son évaluation.</p>	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 COORDINATION DES ACTIVITES DU TOURISME ET DES LOISIRS									
OBJECTIF	PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE								
Indicateur	Intitulé:	POURCENTAGE DE PERSONNELS SENSIBILISEES A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 25%		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:	80.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	5							
Indicateur	Intitulé:	POURCENTAGE DE PERSONNELS DOTES D'UN VEHICULE					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 4,44%		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:	10.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	4							
OBJECTIF	- ASSURER UNE GESTION HUMAINE, MATERIELLE ET FINANCIERE ADEQUATE ASSURER UNE GESTION HUMAINE, MATERIELLE ET FINANCIERE ADEQUATE								
Indicateur	Intitulé:	POURCENTAGE D'EVALUATION DES PERFORMANCES DES SERVICES					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 40%		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:	75.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	10							
Indicateur	Intitulé:	POURCENTAGE DES BUREAUX EQUIPES EN MOBILIERS					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 40%		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:	70.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	12							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	2 629 637 000	2 629 637 000	2 578 357 809	2 578 357 809	2 231 120 959	2 208 304 735			
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<div>- Instabilité du nouveau logiciel d'exécution du budget PROBMIS</div> <div>- Entrée en vigueur de la réforme dans le système de passation des marchés publics</div>								

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition du matériel roulant (10 pick-up) pour les Délégations Régionales du MINTOUL - Acquisition d'un bus climatisé pour les déplacements du personnel du MINTOUL et pour les éductours - Séminaires menés dans le cadre de l'assainissement du fichier solde du personnel MINTOUL et la prise en main du volet solde du logiciel SIGIPES - Production d'un guide des usagers de la lutte contre la corruption.
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Malgré les difficultés rencontrées dans l'exécution, les intervenants de ce programme ont joui de l'appui des experts du MINEPAT et du MINFI ce qui a permis une meilleure prise en main des nouveaux outils introduits par la réforme du Budget programme et d'assurer ainsi, une exécution satisfaisante des activités - Le mauvais résultat de l'indicateur 4 s'explique par la mauvaise qualité de cet indicateur. En effet, il s'agit de mesurer le pourcentage des responsables du MINTOUL qui dispose d'un véhicule de service et non de l'ensemble du personnel. Il serait judicieux de le modifier.
<p>Perspectives 2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre l'amélioration des conditions à travers l'acquisition du matériel roulant pour les responsables du MINTOUL et l'équipement des services centraux, déconcentrés et extérieurs des mobiliers de bureau, du matériel informatique et des climatiseurs. - Organiser de multiples séminaires dans le domaine du tourisme à l'encontre du personnel du MINTOUL et des acteurs dans les domaines du Tourisme, de l'hôtellerie et des loisirs - Adopter l'indicateur « pourcentage des responsables du MINTOUL dotés d'un véhicule de fonction » en lieu et place de l'indicateur 4 actuel.

Action 02 RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES ADMINISTRATIVES

OBJECTIF	DOTER LES SERVICES DECONCENTRES DES CADRES DE TRAVAIL DECENTS.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de délégations départementales construites, réhabilitées, clôturées et/ou équipées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 32,55%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		6.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		49.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		14					
Indicateur	Intitulé:		*NOMBRE DE DELEGATIONS REGIONALES, CONSTRUITES, REHABILITEES, CLOTUREES ET/OU EQUIPEES				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 12,5%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		12.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	980 000 000	390 000 000	980 000 000	390 000 000	281 785 580	281 785 580	28 %	72 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Entrée en vigueur de la réforme dans le système de passation des marchés publics qui a conduit à la création d'un ministère en charge des marchés publics compétent entre autres pour l'ensemble des projets attribués en région.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Construction de deux Délégations Départementales ; Equipement de 12 Délégations Départementales en mobiliers et matériels de bureau; début de réalisation des travaux de construction de 04 Délégations Régionales et 07 Délégations Départementales ; réhabilitation d'une Délégation Régionale							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	– Il faut noter que 04 Délégations Régionales et 07 Délégations Départementales sont en cours de construction et seront finalisées en 2015. Ce qui va considérablement améliorer l'indicateur de cette action. - Tous les projets de cette action programmés en 2013 ont été réalisés à 100%.Toutefois les crédits affectés à trois projets sont tombés à forclusion, ce qui explique le taux de réalisation financière.							
Perspectives 2014	• Finalisation des travaux de constructions entamés et poursuite de l'équipement des Délégations Régionales et Départementales. • Amélioration des indicateurs de cette action. L'indicateur “nombre de délégations départementales construites, réhabilitées, clôturées et/ou équipées” sera désormais éclaté en quatre indicateurs (nombre de délégations départementales construites, nombre de délégations départementales réhabilitées, nombre de délégations départementales clôturées, nombre de délégations départementales équipées).							

Action 03 AMELIORATION DES CONDITIONS DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DU TOURISME ET DES LOISIRS								
OBJECTIF	PROPOSER LES MESURES DE FACILITATION D'ENTREE, DE SEJOUR, DE SORTIE ET DE SECURITE DES TOURISTES.							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de sessions du Comité ad hoc					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	8.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	6.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	6						
Indicateur	Intitulé:	*NOMBRE DE SESSIONS DU CNT					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	16.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	12.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	1						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	33 188 000	33 188 000	33 103 390	33 103 390	29 801 489	29 801 489	90,03 %	90,03 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les régions du Nord et de l'Extrême nord ont été déclarées zones à risque pour les touristes par l'occident.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	·09 sessions du CNT tenues de 2000 à 2013 ·09 sessions de la Commission ad hoc du suivi de mise en œuvre des recommandations du CNT tenues de 2000 à 2013 ·09 sessions du comité d'appui au CNT ·06 sessions du CNT tenues ·06 sessions de la Commission ad hoc du suivi de mise en œuvre des recommandations du CNT tenues							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les taux de réalisation très élevés se justifient par la mauvaise qualité des indicateurs							
Perspectives 2014	Amélioration des indicateurs. Ces indicateurs seront désormais des indicateurs annuels, le nombre de sessions tenues du comité Ad hoc et du CNT étant fixé à 4 par an.							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

De manière générale, la première année de mise œuvre du budget programme aura permis au Ministère du Tourisme et des Loisirs de prendre une meilleure mesure de l'effort à entreprendre pour parvenir à une gestion optimale des ressources budgétaires allouées à ce département ministériel.

C'est ainsi que le taux de réalisation global des indicateurs des quatre programmes est de 68,35% (chapitre 23). Les réalisations physiques et financières se présentent comme suit :

D'emblée il convient de rappeler que le budget programme de l'exercice 2013 du Ministère du Tourisme et des Loisirs s'élève à 10 734 100 000 FCFA, réparti de la manière suivante :

- Budget de Fonctionnement : 3 187 000 000;
- Budget d'investissement : 6 300 000 000
- Compte d'affectation spéciale (CAS) : 1 247 100 000 FCFA

Ainsi le bilan financier et physique de l'exécution du budget programme se présente comme suit.

A. Budget de fonctionnement

En 2013, le montant affecté au budget de fonctionnement et financé exclusivement par les ressources internes se chiffre à 3 187 000 000 FCFA repartit comme suit :

- Les dépenses permanentes de personnels : 1 083 000 000 ;
- Les dépenses de personnels hors traitement brut : 309 000 000 ;
- Les bourses, séminaires, stages et formation : 388 000 000 ;
- Le fonctionnement des services : 1 407 000 000.

Le taux d'exécution du budget de fonctionnement des services centraux est de 80% par rapport aux quotas d'engagement alloués par le MINFI au MINTOUL. Ce taux d'exécution sur la base de l'enveloppe budgétaire (biens et services, dépenses personnels hors traitement brut et Bourses, Stages et séminaires) se situe à 38.54%.

Il faut relever que, les dépenses engagées au titre du budget de fonctionnement des services centraux pour les quatre trimestres conformément aux quotas libérés par le MINFI se présentent comme suit :

- Premier trimestre :
 - Autres dépenses du personnel : 43 450 000 FCFA ;
 - Dépenses des biens et services : 230 540 000 FCFA.

Soit 273 990 000 FCFA

- Deuxième trimestre :
 - Autres dépenses du personnel : 76 037 500 FCFA ;
 - Dépenses des biens et services : 170 432 000 FCFA.

Soit 246 469 500 FCFA

- Troisième trimestre :
 - Autres dépenses du personnel : 38 412 315 FCFA ;
 - Dépenses des biens et services : 218 612 414 FCFA.

Soit 257 024 729 FCFA

- Quatrième trimestre :
 - Autres dépenses de personnel : 22 890 189 FCFA
 - Dépense des biens et services : 181 971 532

Soit 204 861 721 FCFA

Ainsi, le taux d'exécution financière du budget programme de fonctionnement des services centraux, est de 100% par rapport aux quotas d'engagement alloués par le MINFI au MINTOUL, et celui des services extérieurs et déconcentrés est de 98, 75%.

Par contre, sur la base de l'enveloppe budgétaire (biens et services, dépenses personnels hors traitement brut et Bourses, Stages et séminaires) alloué au MINTOUL, le taux d'exécution financière du budget de fonctionnement se situe à 90, 04%.

B. Budget d'investissement

Quant au Budget d'Investissement, le taux d'exécution physique est d'environ 50% au 31 décembre 2013.

En effet, 10 projets (activités) d'investissement sont exécutés à 100% notamment :

- Acquisition des mobiliers de bureau pour un montant de 40 000 000 ;
- Acquisition de matériel informatique pour un montant de 45 000 000 ;
- Acquisition Logiciel de planification et gestion des projets du MINTOUL pour un montant de 25 000 000;
- Equipement en mobiliers de bureau des Délégations Départementales du Tourisme et des Loisirs du Faro et Déo, du Nyong et Kellé, de l'Océan et de la Kadey pour un coût global de 40 000 000 ;
- Equipement des Stands touristiques de l'aérogare de Ngaoundéré, l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen et l'aéroport de Maroua respectivement à 8 000 000 chacun,

En ce qui concerne les autres projets (activités) d'investissement à gestion centrale 59 d'entre eux sont en cours d'exécution tout comme 48 projets (activités) à gestion déléguée.

Dans le même temps, il faut souligner que le retard observé en 2012 pour la réalisation de certains projets s'a été rattrapé en 2013. C'est le cas avec l'exécution à

- 100% du Projet de réhabilitation/extension et d'équipement des hôtels Mountain et Parliamentarian Flats à Buéa dans la perspective de la célébration du Cinquantenaire de la Réunification ;
- 80% du gros œuvre du projet de construction de l'hôtel de classe internationale 3 étoiles à Ebolowa.

C. Compte d'Affectation Spéciale (CAS)

Il faut noter que les activités financées par le Compte d'Affectation Spéciale pour le développement et le soutien de l'activité touristique sont regroupées dans le programme 2 (promotion du toujours et des loisirs). Cependant l'exécution de ce budget se fait parallèlement au Budget d'Investissement Public et à celui de Fonctionnement. Le CAS 2013 a été exécuté de la manière suivante :

En ce qui concerne les recettes :

La subvention de fonctionnement a été décaissée à 100%, soit un milliard (1 000 000 000) FCFA.

Quant aux recettes propres du MINTOUL recouvrées, elles se chiffrent à 47 796 000 FCFA réparties ainsi qu'il suit :

- Droits de licence en vue de l'obtention d'une concession touristique: 3 690 000 FCFA
- Redevance perçues lors de la délivrance des autorisations de construction et d'ouverture : 3 714 000 FCFA
- Loyers des établissements hôteliers : 3 450 000 FCFA
- Amendes pour défaut d'autorisation : 36 885 000 FCFA
- Pénalités sur retard de paiement : 57 000 FCFA

Pour ce qui est des dépenses, le CAS a permis le financement de :

- Activités de promotion du tourisme interne et sous régionale: 225 000 000 FCFA.

La promotion du tourisme interne a permis au MINTOUL de prendre part aux foires nationales ; ce qui a donné lieu à l'animation des stands, l'organisation de circuits touristiques, l'organisation d'éductours et l'animation des débats dans les dix Régions à l'occasion de la célébration des journées mondiales du tourisme et du tourisme responsable.

- Séminaires de formation des acteurs du secteur touristique: 49 000 000 FCFA.
- Participation aux foires internationales en Europe, en Asie et en Amérique : 410 745 675 FCFA
- Appuis financiers aux promoteurs privés et ONG : 35 500 000 FCFA

A titre illustratif, certains promoteurs privés ont bénéficié des appuis ayant permis de financer leurs activités telles que le voyage touristique des clubs tourisme des établissements scolaires et universités, l'organisation des festivals (Ecran noirs, Nguon, nuit des restaurateurs, miss bambinos, etc.)

- Des insertions publicitaires dans les magazines ainsi que les éditions de documents promotionnels 128 000 000 FCFA.
- Développement des activités de promotion des loisirs : 51 500 000 FCFA
- Les Dépenses communes de l'administration : 87 551 832 FCFA, ont permis l'achat de fournitures de bureaux et de matériels courants informatiques pour les trois nouvelles directions créées (Direction de Développement des Loisirs, Division de la Formation en Tourisme, Hôtellerie et Loisirs ; Direction des Sites Touristiques)

Le montant total des dépenses engagées ont été chiffrées à 1 012 297 507 FCFA.

Le taux d'exécution sur la base de l'enveloppe budgétaire du Ministère du Tourisme et des Loisirs se situe à 81,17 %.

Toutefois, quelques difficultés majeures ont ralenti l'exécution du budget programme 2013 (BF, BIP et CAS), notamment :

- la mise en place tardive des commissions de passation des marchés ;
- démarrage retardé et difficile de l'exécution du budget par le logiciel d'application PROBMIS ;
- la complexité de la mise en œuvre des programmes ;
- l'insuffisance des crédits (politique limitative des quotas) qui ne permettent pas toujours une exécution opérationnelle et optimale des activités ;
- la mauvaise planification des activités, jugées prioritaires au départ mais qui ont été déclassées par la suite au profit d'autres activités nouvelles ou existantes
- la multiplicité des indicateurs et leur mauvaise définition.

3.2. LEÇONS APPRISES

Au terme de la mise en œuvre du PPA 2013-2015, l'on peut retenir que :

- Au contraire du CDMT qui est décliné en programmes, actions, activités et tâches, le PPA est décliné en actions ainsi l'évaluation des tâches et activités n'est pas appropriée à partir du PPA. Il serait donc souhaitable que ce soit le CDMT qui fasse l'objet d'une évaluation à posteriori au niveau du parlement.
- Le RAP 2013 est élaboré au moment où le CDMT et le PPA 2014-2016 sont exécutés. Il serait difficile d'intégrer les améliorations envisagées à partir du RAP 2013.
- Il faudrait choisir les indicateurs pertinents pour une meilleure appréciation des résultats escomptés et redéfinir les indicateurs pléthoriques.
- Il y'a lieu de relever que la spécificité des activités touristiques appelle à définir des indicateurs appropriés quoiqu'ils paraissent souvent pléthoriques. Les programmes 1 et 2 en donnent une parfaite illustration. On ne saurait mélanger par exemple les touristes internationaux et internes, les sites aménagés et hôtels construits et parcs de loisirs aménagés.

3.3. PERSPECTIVES 2014

***Tournant stratégique**

La création d'un Ministère en charge des questions liées au tourisme et aux loisirs par décret 2011/408 du 9 décembre 2011 et son organisation par décret n°2012/291 du 21 juin 2012 constituent deux faits majeurs dans l'histoire touristique camerounaise.

Ce tournant stratégique impulsé par le Président de la République a vu ainsi les missions assignées à ce département ministériel s'enrichir des composants loisirs. Ce qui a donné lieu à une nouvelle répartition cohérente des tâches et au renforcement considérable des structures existantes

L'on est passé de 05 directions à 08 dans les services centraux, de 60 à 100 services déconcentrés dans les Délégations Régionales et de 0 à 116 services dans les Délégations départementales; d'un (01) Bureau d'Information Touristique à 03 dont un pour l'Europe à Paris, un pour l'Amérique à Washington et un pour l'Asie à Beijing (Services extérieurs).

***La prise en compte des exigences de la décentralisation**

Dans son rôle de facilitateur et de concert avec les acteurs privés et les municipalités auxquelles certaines compétences ont été transférées dans le cadre de la décentralisation, le Ministère du Tourisme et des Loisirs s'attèlera à présenter aux visiteurs nationaux et internationaux une offre touristique et de loisirs de qualité, viable et sécurisée d'une part, et à promouvoir la destination Cameroun dans les différentes zones émettrices de touristes d'autre part. Il cherchera également à offrir un cadre juridique adapté à l'esprit d'initiative qui caractérise le monde du tourisme et des loisirs.

***Les grands axes des activités à mener pour l'année 2014**

Les activités du MINTOUL devant être réalisées en 2014 sont déclinées dans trois programmes techniques (PT) et un programme support (PS). Ces programmes sont ainsi structurés :

Le Programme 1 : Développement de l'offre touristique et des loisirs a pour objectif d'augmenter le réceptif en infrastructures touristiques et des loisirs, et pour indicateur Nombre d'infrastructures touristiques et de loisirs mises en valeur.

Il comprend quatre actions :

- 1- Valorisation des sites touristiques
- 2- Développement des infrastructures hôtelières
- 3- Développement des infrastructures de loisirs
- 4- Amélioration des prestations dans les structures touristiques

Le Programme 2 : Promotion du tourisme et des loisirs vise à attirer un grand nombre des visiteurs résidents et non résidents. Il a pour indicateur : Nombre de touristes internes / internationaux accueillis.

Il comporte 4 actions :

- 1- Promotion du tourisme interne
- 2- Promotion du tourisme récepteur
- 3- Promotion de la culture des loisirs sains et éducatifs
- 4- Promotion des activités des loisirs pour enfants, jeunes, adultes et personnes vulnérables

Le Programme 3 : Amélioration des autres politiques de développement du tourisme et des loisirs a pour but d'améliorer la qualité des prestations touristiques et des loisirs et pour indicateur Contribution du tourisme à l'économie nationale au moins égale à 5% du PIB.

Il se décline en 5 actions :

- 1- Mise en place d'un compte satellite du tourisme
- 2- Renforcement de la planification stratégique et du cadre réglementaire
- 3- Mise en œuvre du schéma directeur d'informatisation du MINTOUL
- 4- Amélioration de la production de la chaîne PPBS
- 5- Amélioration de l'offre de formation en tourisme et des loisirs

Le Programme 4 (support) : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur tourisme et loisirs a pour objectif d'améliorer la performance des services du MINTOUL et pour indicateur : Taux de réalisation des activités budgétisées au MINTOUL

Il présente 3 actions :

- 1- Coordination des activités du tourisme et des loisirs
- 2- Renforcement des infrastructures administratives
- 3- Amélioration des conditions de développement des activités du tourisme et des loisirs.
- 4- Les différents programmes sont déclinés dans le cadre logique ci-après:

Ainsi donc, de manière plus détaillée, les activités/projets à exécuter dans le cadre de chaque programme se présentent comme suit :

PT1 : Développement de l'offre du tourisme et des loisirs

- Poursuite des travaux de construction et d'équipement de l'hôtel 3* d'Ebolowa
- Poursuite construction du Centre Touristique de Meyomessala: Lot 1 & 2
- Poursuite construction du Centre Touristique de Meyomessala: Lot 3 & 4
- Développement de la route de l'esclave:rehabilitation de la voie d'accès
- Réhabilitation du campement de Ngop REY
- Etude pour construction d'un village de vacances à Garoua
- Etude pour construction d'un parc de loisirs à Yaoundé
- Etude pour construction d'un parc de loisirs à Douala
- Etude pour construction d'un parc de loisirs à Sangmelima
- Etude d'aménagement des berges de la Bénoué
- Etude pour le Développement de l'Ecotourisme dans le Parc National de Ndeng Ndeng et autour du plan d'eau de Lom/Pangar (610 km²)
- Aménagement des Chutes d'Ekoum Nkam(versant Ouest à Banwa)
- Aménagement des Chutes de LANCRENON
- Poursuite de l'aménagement de la Falaise de Mbé
- Aménagement du mont Don i Tison : Etudes
- Délimitation et sécurisation des Chutes d'Ekoum Nkam
- Acquisition et pose des panneaux directionnels des sites touristiques
- Aménagement des lacs jumeaux de Manengouba
- Aménagement des lacs jumeaux de Manengouba : Maitrise d'œuvre
- Elaboration d'un Schéma Directeur d'Aménagement des Parcs de Loisirs et d'Attraction
- Aménagement d'une station nautique à LAGDO

- Aménagement d'une station nautique à MAGA
- Construction d'un parc de loisirs à Ebolowa
- Construction d'un parc de loisirs à Buea
- Poursuite de l'aménagement du campement de Waza
- Réhabilitation du campement de Bouba Njiddah
- Etudes de faisabilité pour la création d'un aquarium géant d'exhibition d'espèces d'eaux douces et de mer
- Aménagement du Lac Awing: Paiement des arriérés
- Mont Atlantika : Construction des boukarous d'hébergement
- Mise en place d'une plateforme de collaboration MINTOUL, MINFOF et autres administrations
- Construction des structures d'accueil dans le parc national de Ndeng Ndeng
- Aménagement des pistes de randonnées dans le parc national de Ndeng Ndeng
- Mont Don i Tison: construction d'un bungalow d'accueil
- Site d'Ebogo: aménagement d'un abris et d'un espace camping (Commune de Ebogo)
- Site d'Ebogo: Equipement des bungalows (Commune de Menguémé)
- Lac Awing: poursuite de l'aménagement (Commune de Santa)
- Gorges de Kola: construction de 03 boukarous d'hébergement de 02 chambres (Commune de Guider)
- Gorges de Kola: approvisionnement en eau potable (Commune de Guider)
- Gorges de Kola: électrification du site en énergie solaire (Commune de Guider)
- Gorges de Kola: construction des escaliers d'accès et pistes de randonnées (Commune de Guider)
- Gorges de Kola : Construction bar/restaurant (Commune de Guider)
- Gorges de Kola : Equipement bar/restaurant (Commune de Guider)
- Lac Oku: construction du bar/restaurant (Commune de Oku)
- Lac Oku: aménagement des berges, escaliers d'accès au lac (Commune de Oku)
- Mont Djoumba/Banyo: construction de 02 refuges, parking et toilettes publiques (Commune de Banyo)
- Mont Djoumba/Banyo: construction d'un ponceau d'accès (Commune de Banyo)
- Mont Djoumba/Banyo: amélioration de la piste d'ascension avec glissière de sécurité (Commune de Banyo)
- Lac Pangnéré : Construction d'un bar/restaurant (Commune de Pangnéré)
- Mont Don i Tison: construction voies d'accès
- Réhabilitation de la piste d'accès au campement de Djembé
- Equipement des campements touristiques de Djembé et de Kombo
- Délimitation et sécurisation du site de l'Ile aux Damans -Phase 2
- Aménagement du mont Galim Tignère
- Espace touristique au lamidat de Tignère : Equipement du local d'exposition en objets d'art de souvenir
- Espace touristique au lamidat de Tignère : Construction d'un local d'exposition des objets

de souvenir

- Centre touristique de kaélé: travaux de second oeuvre (peinture,plomberie-sanitaire, revêtement sol, menuiserie bois, fosses sceptiques)
- Site de Bambalang : Construction d'un bungalow d'accueil
- Site d'Ebogo:construction de 2 bungalows, d'une chambre en bois sur pilotis (Commune de Ebogo)
- Chutes de Lobé à Kribi: aménagement des plages de la Lobé
- Réhabilitation des campements touristiques de Djembé et de Kombo
- Réhabilitation des miradors et camp de repos de la Petite Savane
- Marres aux hippopotames de Lala: construction d'un bar/restaurant (Commune de Ketté)

PT2 : Promotion du tourisme et des loisirs

- Equipement du Stand touristique de l'aéroport de Yaoundé Nsimalen
- Equipement du Stand touristique de l'aéroport de Douala
- Equipement du Stand touristique de l'aéroport de Maroua
- Equipement du Stand touristique de l'aéroport de Garoua
- Equipement du Stand touristique de l'aérogare de Ngaoundéré

PT3 : Autres politiques de développement du tourisme et des loisirs

- Mise en œuvre d'une application informatique pour le traitement automatique des statistiques
- Elaboration et la validation de la phase 3 de la Stratégie de Développement du Tourisme et des Loisirs du Cameroun (Plan d'Actions Prioritaires et Dispositif de Suivi - Evaluation),
- élaboration et la validation du Cadre de Dépenses à Moyen terme (CDMT) du Plan Directeur de Développement du Tourisme et des Loisirs (PDDTL) au Cameroun (Phase 4
- Acquisition d'un logiciel de gestion des projets du ministère du tourisme et des loisirs
- Elaboration d'une stratégie de la formation en tourisme et loisirs
- Réalisation des études pour la création d'un centre de formation professionnelle aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration à Yaoundé

PS : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur tourisme et loisirs

- Fourniture de dix (10) matériels roulants pour les Délégations Régionales du Ministère du Tourisme et des Loisirs
- Acquisition des mobiliers de bureau
- Acquisition du matériel informatique
- Equipement en mobilier de bureau DR MINTOUL de l'Est à Bertoua
- Acquisition d'un bus climatisé
- Aménagement de la salle de conférences du MINTOUL
- Achat de 03 véhicules Station Wagon 4x4
- Décoration du Hall Ministère du Tourisme et des Loisirs
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs de Mayo Kani
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs des Bamboutos

- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs de la Kadey
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs du Faro et Déo à Tigné
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs du Nyong et Kellé
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs de la Benoué
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs du Mbam et Inoubou
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs de la Mefou et Akono
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs de la Manyu
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs du Faro
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs de l'Océan
- Equipement en mobiliers de bureau de la Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs du Mounjo
- Equipement Bureau d'Information Touristique de Paris
- Equipement Bureau d'Information Touristique de Washington
- Equipement Bureau d'Information Touristique de Beijing
- Acquisition d'un véhicule de liaison pour le BIT de Washington
- Acquisition d'un véhicule de liaison pour le BIT de Beijing
- Réhabilitation et équipement de la Délégation Régionale du Tourisme et des loisirs de l'Est
- Délégation Régionale du Tourisme et des Loisirs du Nord-Ouest: poursuite des travaux de construction
- Délégation Régionale du Tourisme et des Loisirs du Sud: poursuite des travaux de construction
- Délégation Régionale du Tourisme et des Loisirs de l'Ouest : poursuite des travaux de construction
- Délégation Régionale du Tourisme et des Loisirs du Nord : poursuite des travaux de construction
- Délégation Départementale Mayo louti: finalisation de la construction (réalisation VRD et construction clôture)
- Délégation Départementale du Mayo-Rey: finalisation de la construction (réalisation VRD et construction clôture)
- Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs du Mayo-Banyo: construction (réalisation Fouilles, fondation, élévation et toiture)

- Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs du Mbam et Inoubou: construction (réalisation Fouilles, fondation, élévation et toiture)
- Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs du Mayo-Tsanaga: construction (réalisation Fouilles, fondation, élévation et toiture)
- Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs du Sanaga Maritime: construction (réalisation Fouilles, fondation, élévation et toiture)
- Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs du Nyong et Mfoumou: construction (réalisation Fouilles, fondation, élévation et toiture)
- Délégation Départementale du Tourisme et des Loisirs des Bamboutos: construction (réalisation Fouilles, fondation, élévation et toiture)
-

En tout état de cause, pour mettre en œuvre les axes ainsi définis au titre de l'exercice 2014, l'enveloppe budgétaire notifiée au Ministère du Tourisme et des Loisirs s'élève à 2 979 000 000 en fonctionnement et 6 300 000 000 en investissement, soit un montant total de 9 279 000 000 ; ce qui se traduit par une baisse de 208 000 000 par rapport à l'exercice 2013.

Il va sans dire que la structuration de l'offre touristique et des loisirs de même que la promotion de la Destination Cameroun appellent-elles de la part des Pouvoirs Publics une amélioration très significative de la dotation budgétaire globale à allouer au Ministère du Tourisme et des Loisirs aussi bien pour l'exercice 2014 que pour les prochaines années.

Il convient en effet de rappeler à cet égard que la ruralité de la quasi totalité des sites touristiques contraint le Gouvernement à engager des actions herculéennes de mise en valeur des lacs, berges, monts, pics, grottes, plages, etc. disséminés sur toute l'étendue du territoire.

A ce jour 830 sites touristiques ont été identifiés. Pour ce qui est de sites naturels, le coût minimal de la mise en valeur d'un site varie de 1 à 1,5 milliard FCFA au minimum. Les sites valorisés, les espaces récréatifs construits (500 millions à 1 milliard FCFA par village de vacances ou muséographique, parc de loisirs ou d'attraction), les hôtels et campements construits ou réhabilités et autres ressources culturelles donneront lieu à la consommation des produits touristiques tant par les résidents que les non résidents.